"Le Grand Méchant Marché : décryptage d'un fantasme français" par Augustin Landier et David Thesmar

Jean-Benoît Zimmermann

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economiepublique/8470>

DOI : 10.4000/economiepublique.8470

ISSN : 1778-7440

Éditeur

IDEP - Institut d'économie publique

Édition imprimée

Date de publication : 20 août 2012

Pagination : 307-309

ISSN : 1373-8496

Référence électronique

Jean-Benoît Zimmermann, « "Le Grand Méchant Marché : décryptage d'un fantasme français" par Augustin Landier et David Thesmar », *Économie publique/Public economics* [En ligne], 22-23 | 2008/1-2, mis en ligne le 12 septembre 2012, consulté le 12 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/economiepublique/8470> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/economiepublique.8470>

économie publique public economics

Revue de l'**Institut d'Économie Publique**

Deux numéros par an

n° 22-23 – 2008/1-2

Le Grand Méchant Marché : décryptage d'un fantasme français

Augustin Landier et David Thesmar

Jean-Benoît Zimmermann *

Voilà un petit ouvrage que le hasard du calendrier de sa parution rend quelque peu paradoxal, publié au début de l'année 2008, six mois avant l'effondrement de la banque Lehman Brothers et alors que la crise des *subprimes* pointait le bout de son nez mais n'avait pas encore effectué sa mutation en crise financière puis crise économique majeures. Ce petit opuscule avait pour objectif de déconstruire les mythes trop bien ancrés dans la tête des gentils moutons français qui, de plus en plus, bêlaient leur crainte du vilain grand méchant marché, naïvement accusé de tous les maux. Car cette naïveté quasi générale, mal française s'il en est, avait peu à peu gagné de larges couches de la population jusque et y compris son propre président de la République. Ce dernier qui se sentait le devoir de dénoncer la prise de pouvoir de la finance et l'assujettissement que celle-ci aurait opéré sur la sphère de la production, en venait à parler de « moraliser » le capitalisme comme si celui-ci avait fini par verser dans l'immoralité...

Persuadés du peu de fondements de cette crainte qui s'est répandue dans la population, nos deux auteurs se proposent donc de dénoncer ce qui apparaît à leurs yeux comme un syndrome d'ignorance et de montrer que les mécanismes de marché qui régissent les lois de la finance restent les meilleurs garants de l'efficacité de nos économies. Aussi, entreprennent-ils d'examiner, en les reprenant tour à tour, les arguments des pourfendeurs du capitalisme financier et plus généralement de la logique de marché, en y opposant des faits irréfutables et des démonstrations rigoureuses afin de montrer que cette dénonciation de la « financiarisation » de l'économie repose en réalité sur des préjugés relativement faciles à démonter. Si l'adoption d'une posture hostile à la finance, opposant logique financière et logique industrielle ne peut, selon les auteurs, que résulter d'un positionnement idéologique, comme celui de l'école de la *régulation*, perçue d'une grande proximité avec les cercles d'extrême gauche, rétablir les faits procède d'une démarche fondée sur

*. CNRS, Idep-Greqam.

l'objectivité et la manifestation de la vérité, elle ne saurait entrer à son tour sur le terrain de l'idéologie. Certes, un vieux conflit entre capital et travail hante le champ politique depuis plus d'un siècle, mais la finance ne peut en aucune façon être tenue pour le nœud de ce conflit ; au regard des faits, elle « est l'amie de l'emploi et non son fossoyeur ». On ne manquera pas de se réjouir d'une affirmation aussi crue qui devrait rassurer les anciens salariés d'un certain nombre d'entreprises ou d'établissements industriels apparemment rentables, qui n'ont pas su comprendre à leur juste valeur la fermeture de leur usine. Quant aux innombrables PME aux carnets de commandes bien remplis mais qui ont dû mettre la clef sous la porte à défaut de pouvoir accéder aux capitaux nécessaires à leur survie, elles devront comprendre que leur faillite n'est sans doute qu'anecdotique dans une dynamique de progrès économique et social.

Donc le livre s'organise autour des grandes questions qui minent notre opinion publique et nourrissent son hostilité à l'égard du monde de la finance.

Non, le marché n'est pas myope et les actionnaires peuvent tout à fait dégager des profits dans des achats-ventes d'actions sans devoir focaliser sur des projets entrepreneuriaux rentables dans le court terme. La performance boursière d'une entreprise n'attend pas sa performance comptable.

Non, les OPA, même hostiles, ne sont ni un anachronisme, ni la manifestation d'une supposée barbarie financière. Et les fusions qui en résultent ne génèrent généralement qu'une très faible part de la masse des emplois détruits chaque année dans l'économie française.

Non, les actionnaires et la bourse ne se réjouissent pas des malheurs des travailleurs lorsque des suppressions massives d'emplois sont décidées. Capital et travail ne devraient pas être ainsi opposés alors qu'ils constituent les deux faces complémentaires d'un même système.

Non, les investisseurs étrangers ne condamnent pas notre système industriel au déclin. Certains, comme les fonds de pension restent dans une attitude passive et non-interventionniste et ne sont pas plus gourmands que les anciens propriétaires. Les autres, quand ils investissent massivement dans les PME françaises, vont mettre tous leurs efforts dans le jeu afin d'améliorer les performances des entreprises acquises.

L'origine de ces préjugés à l'encontre de la finance devrait, selon nos deux auteurs, être recherchée dans une nostalgie et une vision déformée des « Trente Glorieuses » qui ont consacré la supposée supériorité du dirigisme d'État sur les mécanismes de marché, alors même qu'il « s'agit en grande partie d'une croissance *mécanique* que le dirigisme n'a fait qu'orchestrer intelligemment ». Notre secteur financier a souffert de 40 ans de mise sous tutelle par le dirigisme à la française, tandis que les investisseurs étrangers tendaient à bouder notre économie et les épargnants français tentaient d'échapper au contrôle de l'État en cherchant à placer

leurs capitaux dans des pays plus sûrs. C'est paradoxalement au gouvernement socialiste de Laurent Fabius – et particulièrement à Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie – que reviendra l'initiative d'entamer en 1984 le tournant, poursuivi par ses successeurs, du libéralisme financier, en contrepoint exact des illusions portées par les nationalisations de 1981. Les besoins exprimés par les entreprises auprès des marchés financiers vont alors bien au-delà de ce que les Français sont capables d'apporter sur le marché de l'épargne en actions et ce sont bien les investisseurs étrangers qui répondront à cette demande faisant passer leur part des actions cotées sur le marché boursier parisien de 5 % en 1982 à 30 % en 2000 et, en 2001, près de 45 % du capital des sociétés du CAC 40.

Alors, que peut-il rester, après une démonstration aussi brillante, des réticences et de l'allergie au marché des Français, cette « particularité gauloise » que les hommes politiques intègrent comme « contrainte culturelle » ? Sans tomber dans la soumission irraisonnée et idéologique à l'économie de marché, nos deux auteurs estiment qu'il faut continuer à nous débarrasser des oripeaux du passé et terminer de sortir de l'économie mixte et rendre au capitalisme sa légitimité.

Mais, à peine ce livre paru, notre monde découvre la gravité d'une crise financière d'une ampleur sans précédent depuis 1929 et qui est bien plus qu'un accident conjoncturel. Il découvre comment des actifs toxiques n'ont pas pu être éliminés par les mécanismes de marché et comment cette crise a impacté en profondeur et de manière beaucoup plus durable et dévastatrice notre économie réelle, avec un coût social exorbitant. Et tandis que c'est l'interventionnisme d'État, aux États-Unis comme en Europe ou même dans cette puissante Chine récemment *éveillée*, qui a permis à la finance de trouver une issue relativement rapide à la crise, les citoyens ordinaires contemplent avec la *gueule de bois* les grandes banques revenir à des profits records et leurs dirigeants s'octroyer des bonus indécents face aux ruines encore fumantes d'un système productif profondément sinistré. . .

Alors, bien que l'argumentaire de nos deux auteurs soit fondé sur une démarche d'analyse sérieuse et bien argumentée, il reste difficile de recevoir un tel message sans que remonte du fond de nos mémoires, un vieil air de Boris Vian, « Y a quequ' chose qui cloche là d'dans. . . »

Augustin Landier et David Thesmar,
Le Grand Méchant marché : décryptage d'un fantasme français
Champs actuel, Flammarion 2008.